

## Congrès CFDT 2022 : Intervention M57 pour contrer l'amendement

Nous avons la conviction qu'il existe une place pour le droit souple, défini dans l'article 4.2.3. comme venant en complément du droit dur ou destiné à combler un vide, dit autrement qu'il existe, au côté de la loi, un espace pour le contrat.

Notre ambition est de défendre les intérêts des travailleurs et de participer à la définition de l'intérêt général. Tout cela n'est pas de la seule responsabilité de la loi, du droit dur, ou de l'Etat. Nous aussi, acteurs sociaux, nous y participons en élaborant des normes et des compromis équilibrés porteurs d'avancées sociales. C'est le cas quand nous nous engageons sur un ANI. C'est le cas tous les jours quand les équipes CFDT négocient et obtiennent des avancées parfois supérieures à la réglementation. Le droit souple, le contrat, est bien un espace de progrès, un cadre qui permet d'expérimenter dans nos entreprises comme sur le territoire.

La CFDT en Lorraine, a été au cœur d'une expérimentation à l'échelle du territoire. Dans les discussions qui ont suivi conflit de Florange, outre un accord d'entreprise de qualité qui a garanti la pérennité du site et son développement comme l'ont montré ces dernières années, nous avons obtenu au plan interprofessionnel la mise en place d'un « contrat particulier », - tel en était l'intitulé initial, un contrat territorial appelé « Pacte Lorraine. » L'Etat et la Région ont engagé chacun 150 millions d'euros sur trois ans, destinés à appuyer le développement économique autour de trois axes : faire de la Lorraine le cœur d'une vallée européenne des matériaux et de l'énergie ; développer les filières d'excellence, et enfin travailler l'attractivité et l'aménagement des territoires. Alors que notre place n'était pas acquise, la CFDT s'est imposée par la qualité de ses propositions comme un acteur essentiel. Surtout, nous y avons imposé l'exigence d'un volet social, fait admettre qu'il ne pouvait pas y avoir d'excellence économique sans excellence sociale. Nous avons ainsi enfin obtenu la reconnaissance que le syndicalisme de proposition que nous portons était un acteur essentiel du territoire au même titre que l'Etat et la Région. Les fonds engagés par les pouvoirs publics ont permis de développer des projets favorisant l'innovation. Pour rester dans le champ du Syndicat des Métaux de Moselle, cela a été le cas par exemple dans l'entreprise, Viessmann à Faulquemont que Laurent a visitée en octobre 2015, ou encore, pour l'usine PSA de Trémery. Les investissements du Pacte Lorraine ont été déterminants pour le choix d'y implanter, plutôt qu'en Espagne, la fabrication de 200000 moteurs, générant 60 millions d'investissement et la création de 300 emplois. Surtout ce choix a garanti la pérennité du site.

Très concrètement, l'engagement de la CFDT nous a permis d'imposer l'exigence de l'emploi, de la place des femmes et des hommes dans le développement de notre région. C'est bien là qu'est notre légitimité de syndicalistes. Nous avons imposé un



volet social au Pacte Lorraine et été acteurs de l'animation d'un Comité tripartite chargé de ce suivi. Nous avons pesé aussi pour que la formation soit mise au service de l'innovation par le biais de dispositifs spécifiques. Ainsi par exemple le Pacte Lorraine a initié et accompagné l'ouverture de formations d'habilitation nucléaire pour le chantier du Grand carénage de la Centrale de Cattenom, entraînant en outre la création d'une centaine d'emplois. Nous avons obtenu que les projets qui sollicitaient un financement par le Pacte soient soumis à des critères d'accompagnement par la formation ou de qualité du dialogue social par exemple. Plusieurs qui ne répondaient pas à ces exigences ont été d'ailleurs retoqués...

Au bilan, nous pouvons être fiers de ce que nous avons contribué à construire : ce sont finalement 346 millions d'euros qui ont été investis pour soutenir 906 projets, permettant par effet levier des investissements à hauteur de 1,56 milliards d'euros, générant en 3 ans la création de 3703 emplois et le maintien de 6379 autres, surtout redonnant à une région une image dynamique dont elle avait bien besoin après les drames économiques et sociaux qu'elle avait vécu.

Disons-le clairement, si nous en étions restés sur le « droit dur » c'est-à-dire la place – le plus souvent l'absence de place – concédée au syndicalisme par les pouvoirs publics, le bilan n'aurait pas été celui-là. Nous nous sommes engouffrés dans l'espace ouvert par le Pacte Lorraine pour y porter nos exigences dans un cadre inédit, dépassant le cadre institutionnel formel dans lequel on nous cantonne le plus souvent.

Ce « droit souple » a généré du progrès social comme je viens de l'illustrer, il n'est pas que posture, intention ou promesse mais aussi engagement et réalité. Et comme tout droit, il se doit d'être bien sûr défendu. Ceux qui relèvent de la loi le sont devant les tribunaux évidemment. Mais pour nous, dans notre conception du syndicalisme et de notre autonomie, c'est à nous de prendre en mains la défense des acquis, de créer le rapport de force. C'est notre quotidien, nous le savons tous ici. Nous ne nous en remettons pas à d'autres pour faire notre boulot... Sinon à quoi servirions-nous ? Qu'ils soient issus du droit « dur » ou du droit « souple », nous avons à défendre chaque jour par l'action syndicale les avancées que nous avons obtenues, les accords que nous avons signés. Ce qui nous importe, ce n'est pas leur nature, c'est-à-dire qu'ils soient inscrits dans le marbre de la loi ou dans l'encre du contrat, mais bien qu'ils soient porteurs de transformation du quotidien des salariés.

En repoussant cet amendement, vous permettrez la poursuite de la reconnaissance d'un espace de construction de progrès social riche et fécond. C'est notre raison d'être, notre ambition et c'est aussi notre fierté...